



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Conditions générales d'achat applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 40 000 euros HT passés par le secrétariat général commun départemental des Hauts-de-Seine (SGCD92)

Version Janvier 2026

Coordonnées de l'acheteur

Pouvoir Adjudicateur :

Le pouvoir adjudicateur est Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine, représenté par :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

Son adresse est :

Préfecture des Hauts-de-Seine

167-177, avenue Joliot Curie

92013 NANTERRE Cedex

Personne responsable du suivi de l'exécution :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hauts-de-Seine, représenté par le directeur du secrétariat général commun départemental des Hauts-de-Seine.

Article 1 – Champ d'application des présentes conditions

Les présentes conditions générales d'achat ont pour objet de définir le cadre des relations contractuelles entre le SGCD92 et ses cocontractants pour tous les marchés publics de fournitures et services d'un montant inférieur à 40 000 euros HT, passés en application du code de la commande publique (CCP), selon une procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles R.2123-1 à R.2123-8 du code de la commande publique ou une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément aux dispositions des articles R.2122-1 à R.2122-11 du même code.

Toutefois, lorsqu'un support contractuel préparé par le SGCD92 a été rédigé spécialement pour le marché, les clauses de ce support prévalent sur les présentes conditions, qui ne font alors que les compléter si ce support y fait référence.

Au sens des présentes conditions générales d'achat :

- le SGCD92 désigne le secrétariat général commun départemental des Hauts-de-Seine,
- le titulaire désigne le cocontractant du SGCD92 qui est en charge de la livraison des fournitures ou de l'exécution du service.

Lorsqu'il est passé sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R.2122-8 du CCP ou de l'article R.2122-9-1 du CCP, le marché prend la forme d'un simple bon de commande, auquel sont jointes les présentes conditions générales d'achat.

L'acceptation d'un bon de commande par le titulaire vaut acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du SGCD92, lesquelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire (sauf si ces dernières sont plus favorables au SGCD92).

Sauf dérogation expressément indiquée sur le bon de commande, ses éventuelles annexes ou dans les présentes conditions générales, les stipulations du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles dans sa version annexée à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (ci-après désigné : CCAG-PI), sont applicables au présent document.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

A titre indicatif, le CCAG-PI peut être consulté à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310613/2026-01-23>

Il est expressément reconnu entre l'acheteur et le titulaire que le présent contrat est un marché public de prestations intellectuelles.

Article 2 – Notification

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, dans le cas où le marché prend la forme d'un simple bon de commande, sa notification consiste à adresser au titulaire le bon de commande et de ses éventuelles annexes.

Cette notification se matérialise par la transmission de la copie du bon de commande par tout moyen, y compris par simple échange dématérialisé, au titulaire.

Les autres pièces constitutives du marché étant réputées connues par le titulaire, la transmission de ces dernières n'est pas nécessaire pour parfaire l'engagement des parties.

La personne qui a validé le bon de commande est habilitée à représenter le SGCD92 pour les besoins de l'exécution du marché au sens de l'article 3.3 du CCAG-PI (pour rappel, la signature du bon de commande écrite ou électronique n'est plus requise. Néanmoins, le titulaire est invité à s'adresser prioritairement à la personne à contacter dont les coordonnées figurent sur le bon de commande).

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande ou d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier à l'acheteur dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception du bon de commande.

Article 3 – Objet, contenu, spécifications techniques

L'objet du marché, son contenu et ses spécifications techniques et les modalités particulières d'exécution, sont mentionnés dans le bon de commande émis par le SGCD92, dans les présentes CGA et, le cas échéant, dans les documents auxquels il renvoie ou qui lui sont annexés.

Il est expressément reconnu entre l'acheteur et le titulaire que le présent contrat est un marché public de prestations intellectuelles.

Les définitions de l'article 2 et 32 du CCAG-PI sont applicables.

Article 4 – Lieu, durée et délai d'exécution

Le présent marché n'est pas renouvelable à son échéance. La durée du marché s'étend de sa notification et jusqu'à la fin de la garantie de base prévues par les présentes CGA.

Les prestations sont exécutées à l'adresse figurant sur le bon de commande ou, à défaut, sur les documents auxquels il renvoie ou qui lui sont annexés.

Le point de départ du délai d'exécution des prestations est la notification du bon de commande au titulaire en application de l'article 13.1.2 du CCAG-PI.

Le délai d'exécution est celui indiqué par le titulaire dans son offre technique et financière.

Après notification du contrat par l'acheteur, le délai d'exécution du marché aura une valeur contractuelle entre les parties. Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-PI, ce délai part de la date de la notification du marché au titulaire, valant ordre de débiter les prestations, sauf si le bon de commande ou, à défaut, une autre pièce du marché prévoit une date de commencement d'exécution différente. Le non-respect des délais par le titulaire pourra entraîner l'application des pénalités prévues aux présentes CGA.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Dans le cadre des stipulations de l'article 13.3 du CCAG-PI, lorsque le titulaire demande une prolongation du délai d'exécution des prestations, si le SGCD92 ne notifie pas sa décision dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire, il est réputé avoir rejeté la demande de prolongation, sauf dans les cas prévus aux deuxième et troisième alinéas de l'article 13.3.3 du CCAG-PI.

Article 5- Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- le bon de commande établi par le SGCD92 et ses annexes éventuelles ;
- le cas échéant, les CPA (conditions particulières d'achat) qui peuvent prendre la forme d'un CCP ou tout autre support définissant les attendus et leurs annexes éventuelles ;
- les présentes CGA (conditions générales d'achat) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique et financière du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En aucun cas les stipulations figurant dans l'offre technique et financière du titulaire ne prévalent sur les présentes conditions générales d'achat.

De même, les conditions générales de vente ou de service émises par le titulaire, ses sous-traitants ou ses fournisseurs ne sont pas applicables au présent marché.

Enfin, les parties reconnaissent que les dispositions du code de la commande publique sont applicables à la livraison ou à l'exécution des prestations.

Article 6 – Normes et documentation technique

Les prestations objet du marché doivent être conformes aux normes homologuées, en vigueur en France.

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute documentation (à jour) permettant d'assurer la maintenance et le fonctionnement correct du matériel ou l'analyse/l'interprétation des études. Celle-ci est rédigée en langue française, elle est fournie sans supplément de prix.

Les documents commerciaux à visée technique (catalogues, fiches techniques...), annexés au bon de commande prennent valeur contractuelle.

Article 7 - Obligations générales

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'exécution de la commande de l'acheteur. A ce titre, il s'oblige à toutes les hypothèses et sauf cas de force majeure, à réaliser la prestation convenue.

Article 8 - Représentation de l'acheteur

Le titulaire est invité à s'adresser prioritairement à la personne dont les coordonnées figurent sur le bon de commande.

Sauf mention contraire dans le bon de commande, la personne physique habilitée à représenter le SGCD92 pour les besoins de l'exécution du marché au sens de l'article 3.3 du CCAG-PI est la personne qui a signé le bon de commande.

Les références du bon de commande doivent être rappelées sur toute correspondance afférente au marché (bons de livraison, colis, factures...).



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Article 9 – Intuitu personae du titulaire

En complément de l'article 37 du CCAG-PI, dès lors que le contrat est empreint d'intuitu personae, l'acheteur peut le résilier unilatéralement lorsque le titulaire a perdu les qualités essentielles ayant présidé à son choix.

L'acheteur notifie au titulaire sa décision de mettre en œuvre la clause résolutoire prévue au présent article ainsi que sa date d'effet.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Le titulaire s'engage à remettre à l'acheteur le matériel, les biens ou les installations prêtées par ce dernier, ainsi que tous les documents confiés par l'acheteur, en sa possession.

Article 10 - Validité de l'offre

A la date de sa proposition technique et financière, l'offre du/de la soumissionnaire est valable à condition que la notification d'accord de l'acheteur intervienne dans un délai maximum de 180 jours à partir de cette date.

Au-delà, le candidat se réserve la faculté, soit de maintenir son offre sur demande de l'acheteur, soit de présenter une nouvelle proposition actualisée.

Article 11 – Mesures de sécurité et confidentialité

Le titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux et s'engage à respecter les consignes de sécurité données par le SGCD92.

Dans les jours qui suivent la notification, le titulaire s'engage à fournir une pièce d'identité en cours de validité, des personnels qui interviendraient pour assurer les prestations.

L'agrément des personnes autorisées sera communiqué par la personne responsable du suivi de l'exécution du marché. En l'absence de cette habilitation, les intervenants n'auront pas l'autorisation d'accéder au site.

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour toutes les informations qui peuvent lui être communiquées pour les besoins des prestations objet de la commande ou dont il peut avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que les résultats de ces prestations, quelle que soit la nature (technique, juridique, scientifique, économique ...) et la forme de ces informations. A ce titre, le titulaire s'interdit notamment de reproduire, communiquer ou utiliser pour lui-même ou pour le compte de tiers, sous quelque forme que ce soit, les informations correspondantes autrement que pour les besoins de la commande et avec les précautions nécessaires. Le titulaire s'engage à faire appliquer ces obligations à son personnel et à ses éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer au SGCD92 sur simple demande de sa part ou au terme de l'exécution des prestations, tout document ou autre support matériel qui lui a été communiqué et intégrant lesdites informations.

Les engagements précités ne s'appliqueront toutefois pas aux informations pour lesquelles le titulaire pourra prouver par écrit qu'elles :

- étaient accessibles au public au moment de leur communication ou qu'elles le sont devenues par la suite sans qu'il y ait faute ou négligence de sa part,
- étaient déjà en sa possession antérieurement à leur communication,
- lui ont été communiquées de bonne foi par un tiers non soumis à une obligation de confidentialité similaire.

L'engagement de confidentialité souscrit par le titulaire au titre du présent article est valable pendant toute la durée d'exécution de la commande et pendant une période de cinq (5) ans à compter de son expiration ou de sa résiliation anticipée.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Article 12 - Traitement des données à caractère personnel

Sont définies comme des données à caractère personnel toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter des obligations spécifiques en matière de sécurité et de confidentialité et à se conformer à la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel.

Les parties s'engagent à collecter et à traiter toute donnée à caractère personnel en conformité avec la réglementation en vigueur applicable au traitement de ces données, et notamment à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des données » - RGPD).

Outre les prescriptions de l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire reconnaît que les supports informatiques et documents fournis dans le cadre de l'exécution du présent marché restent la propriété de l'acheteur.

Les données contenues dans les supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel, il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Le cas échéant, le prestataire est autorisé à traiter, pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et liberté modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents ou supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Ne pas divulguer les documents et informations à des fins autres que celles spécifiées au contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- S'assurer de la licéité des traitements de données réalisés dans le cadre de la commande ;
- Procéder, en fin de contrat, à la destruction de tout fichier manuel ou informatisé stockant les informations saisies.
- Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues de le SGCD92;
- Faire intervenir des personnes soumises à une obligation légale et appropriée de confidentialité et ayant reçu une formation adaptée ;
- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque ;
- Détruire ou renvoyer sans copie toutes les données personnelles soumises au traitement ;
- Conseiller et assister (techniques et/ou opérationnels) le SGCD92 dans le cadre d'une demande d'exercice des droits des personnes concernées (droit d'information, droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, etc.) ;
- Fournir sur demande du SGCD92 tous les éléments de preuve de conformité au RGPD.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

L'acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées et de prendre toute mesure coercitive en cas de non-respect des dispositions liées à la protection des données personnelles.

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié par l'acheteur dans les conditions prévues aux présentes CGA.

Ces prescriptions sont applicables aux éventuels sous-traitants du titulaire.

Article 13 - Obligations fiscales et sociales

En acceptant les présentes CGA, le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-12 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévue à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme aprovall (ex e-attestations), à l'adresse suivante : <https://portal.aprovall.com/fr/>

Article 14 – Prix et modalités de règlement

Les prix du marché sont réputés complets, fermes et non actualisables pour toute la durée du marché. Les prix applicables sont ceux indiqués par le titulaire de son offre financière et qui sont repris par l'acheteur sur le bon de commande.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. En complément de l'article 10.1 du CCAG-PI, les prix sont également réputés comprendre :

- les sujétions normalement prévisibles (intempéries, phénomènes naturels habituels, localisations et contraintes propres aux locaux de l'acheteur, etc.) ;
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ;
- les frais pouvant être engendrés par l'utilisation du domaine public ou du fonctionnement du service public ;
- les locations de matériels, frais de pose et dépose et/ou de main-d'œuvre nécessaire ;
- les coûts résultant de la gestion et de l'élimination des déchets, des moyens de transport, etc. ;
- des contraintes spécifiques liées à l'établissement préalable d'un devis ou à la visite des locaux ;
- toutes les dépenses qui résultent de la coordination, du contrôle ou de l'exécution des prestations en groupement ou via un sous-traitant ;
- toute autre cause (les dépenses nécessaires à la bonne exécution de la mission sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique).

Le mode de règlement est le virement administratif.

Le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'admission des prestations si elle est postérieure.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'État en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du titulaire.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux de ces intérêts est le taux de refinancement de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

De plus une indemnité de quarante (40) euros pour frais de recouvrement, montant forfaitaire par facture payée en retard, est dû dès le premier jour de retard.

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro.

La transmission par le titulaire de sa demande de paiement est possible selon plusieurs modes de dépôt (portail Chorus Pro sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>, ou API ou encore EDI) et avec plusieurs formats de dépôt (PDF signé ou non, XML, PDF-X, etc.).

Les informations suivantes, communiquées dans le bon de commande émis par le SGCD92, sont à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement : le numéro SIRET des services de l'État (110 002 011 00044) ; le numéro d'engagement juridique ; le code service de l'entité à facturer.

Pour le traitement de chaque facture il est impératif qu'elle comporte les mentions listées ci-dessous :

- Date d'émission de la facture
- **Indiquer dans le libellé du bénéficiaire de la facture : Préfecture des Hauts de Seine**
- Désignation du destinataire de la facture
- Désignation de l'émetteur de la facture
- Raison sociale et adresse de l'émetteur
- le numéro de SIRET ou à défaut, SIREN
- Numéro de la facture
- Le **numéro du marché** (numéro EJ à 10 chiffres)
- **Dans le cas d'exécution à bons de commande, mentionner la référence du bon de commande Chorus** (numéro EJ à 10 chiffres) transmis lors de la passation de la commande
- **Le code du service exécutant : FAC7500075**
- Date de livraison des fournitures ou d'exécution des services
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- Le prix unitaire hors taxe des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou
- Le prix forfaitaire
- Le montant HT de chaque type de prestations réalisées
- Le taux de TVA appliqué
- Le montant de la TVA ou le cas échéant bénéfice d'une exonération
- Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir
- Le cas échéant les modalités particulières de règlement
- Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Les conditions techniques et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures ont disponibles sur le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1/> (Rubrique : nous contacter)

L'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les références figurant sur la lettre de commande doivent être rappelées sur les factures, les bons de livraison, les colis, et toute autre correspondance.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Article 15 - Responsabilité et assurance

Le titulaire prend notamment les dispositions nécessaires à la protection des biens et équipements présents sur le lieu de son intervention. Il engage sa responsabilité en ce qui concerne les dégradations occasionnées dans le cadre de sa mission. Le titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux et s'engage à respecter les consignes de sécurité. Il est soumis à des obligations de discrétion et de confidentialité concernant tout renseignement ou information qui pourrait être porté à sa connaissance.

Conformément à l'article 8 du CCAG-PI, les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, dans un délai maximum de cinq jours calendaires, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil et permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accident ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur simple demande de l'acheteur public dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la réception de la demande.

En outre, pour les intervenants dans l'acte de construire, le titulaire doit également justifier d'une assurance au titre de sa garantie décennale couvrant les responsabilités résultantes des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du code civil.

Article 16 - Devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies au SGCD92.

Dans ce cadre, le titulaire signale notamment au SGCD92 les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

Article 17 – Livraison

Les détails et modalités de livraison sont précisés sur le contrat.

Article 18 – Réception, vérification et admission des livraisons

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, les opérations de vérification simples s'effectuent dans un délai maximum de quatre (4) jours ouvrés à compter de la date de livraison des fournitures ou de l'exécution des services.

Si aucune décision n'est notifiée, l'admission est tacite à compter du jour de livraison ou de fin d'exécution des services (sous réserve des vices cachés).

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le SGCD92 n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec le SGCD92 pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les prestations doivent être conformes à ceux définis contractuellement. Les produits sont livrés et/ou les prestations sont exécutées à l'adresse figurant sur le bon de commande. Le transport s'effectue jusqu'au lieu de livraison aux frais et risques du titulaire (avec mise à l'étage).

A l'issue de ces vérifications, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prend (sous réserve des vices cachés) une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Cependant, par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-PI, l'admission prend effet à la date de la notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de livraison des fournitures ou de l'achèvement des prestations.

Article 19 – Pénalités

Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalité n'est applicable.

Lorsque le SGCD 92 envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés et le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le SGCD 92 considère que les observations formulées sont insuffisantes, les pénalités de retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est appliquée en application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 100$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant hors TVA (montant HT) de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours calendaires de retard.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI relatif au plafonnement des pénalités de retard, le montant de la pénalité P ne peut dépasser 20 % du montant total du marché (montant HT), de la tranche considérée ou du bon de commande.

Les pénalités sont retenues sur les sommes dues au titulaire.

En outre, les pénalités suivantes sont applicables :

Découverte d'un sous-traitant non déclaré :

Le titulaire encourt une pénalité de :

☐ 200 € immédiats par infraction constatée

☐ puis 50 € par jour calendaire de retard après mise en demeure de bien vouloir régulariser la situation du sous-traitant (la pénalité est applicable jusqu'au jour de la déclaration effective du sous-traitant selon la procédure prévue par l'article 21 des présentes CGA)



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel :

Le titulaire encourt une pénalité de :

- ☐ 300 € par infraction constatée
- ☐ 1000 € par infraction constatée en cas de récidive

Tout autre manquement dans la livraison des fournitures ou l'exécution des prestations :

Le titulaire encourt une pénalité de :

- ☐ 100 € par manquement constaté

Non-respect du délai pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée au titre de la garantie de base :

Le titulaire encourt une pénalité de :

- ☐ 50 € par jour calendaire de retard à compter de l'expiration du délai de réparation et de mise au point

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs au travail dissimulé (par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié). Le montant de celles-ci correspond à 10% du montant TTC de la commande. Il ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé

Les pénalités sont cumulables entre elles pour un même fait.

De même, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire ne soit invité par l'acheteur à présenter ses observations.

L'application d'une pénalité est sans effet sur les actions civiles ou pénales pouvant être intentées par le SGCD92 à l'encontre du titulaire du marché. Aussi, il est expressément convenu entre les parties que l'application des pénalités par l'acheteur public n'a aucunement un caractère libératoire, compensatoire ou indemnitaire pour le titulaire du marché.

De même, l'application des pénalités ne fait aucunement obstacle à la mise en œuvre des mesures prévues à l'article 25 des présentes CGA.

Article 20 – Garantie

Conformément à l'article 30 du CCAG-PI, les livraisons et prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an à compter de la date de la décision d'admission.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé, sauf décision plus favorable de l'acheteur, à 15 jours calendaires.

Article 21- Sous-traitance

La sous-traitance est régie par le code de la commande publique (articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22) et la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée. Elle n'est autorisée qu'en ce qui concerne les prestations de service, elle est interdite pour en fourniture.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de sa prestation à un autre prestataire qualifié, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur public et de l'agrément des conditions de paiement.

Conformément aux dispositions de l'article L.2193-3 du code de la commande publique, l'acheteur public peut exiger que certaines tâches qu'il considère comme étant essentielles soient effectuées directement par le titulaire.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le titulaire qui fait appel à la sous-traitance demeure personnellement responsable vis-à-vis de l'acheteur.

Le titulaire doit soumettre son sous-traitant pour acceptation écrite du SGCD92 et agrément de ses conditions de paiement avant tout commencement d'exécution de la partie des prestations sous-traitées.

L'acceptation par l'administration confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600 € TTC et dans la limite du montant du sous-traité.

La demande de sous-traitance sera formulée par le titulaire via un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 disponible depuis le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Outre le formulaire DC4, le titulaire joindra à sa demande :

- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 et D. 8222-8 du code de travail,
- l'extrait K-bis du sous-traitant datant de moins de trois mois.

Article 22 - Cotraitance

Si le marché est attribué à un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est solidaire, pour son exécution, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du SGCD92.

Il est rappelé que la cotraitance n'est possible que si elle a été déclarée lors de la candidature (articles R2142-19 et suivants du Code de la Commande publique).

Article 23 – Reconduction

La reconduction du contrat ne peut être qu'expresse.

La décision de reconduction est transmise au minimum un mois avant chaque date anniversaire de signature du contrat.

Aucune reconduction tacite des prestations à l'échéance annuelle n'est opposable au SGCD92.

Article 24 - Clause de réexamen

Outre le cas prévu par l'article 25 du CCAG-PI et en application de l'article L 2194-1 du code de la commande publique, le contrat peut être modifié, par avenant, quel que soit le montant mais à condition que cela reste dans l'objet initial du marché :

-en cas d'évolution de la législation ou de la réglementation en vigueur ;

-afin d'améliorer les performances environnementales, sociales ou sociétales des fournitures et services, notamment en augmentant la part de biens issus du réemploi, de la réutilisation ou de déchets recyclés ;

-pour adapter les fournitures et services aux évolutions techniques, technologiques et aux innovations, ainsi qu'aux besoins de mutabilité du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment en ce qui concerne l'amélioration de l'accessibilité pour les personnes handicapées ou bien encore de l'expérience des usagers ;

-pour prendre en compte des modifications intervenues sur le patrimoine immobilier et/ou mobilier du SGCD92 ou répondre à l'obsolescence des matériels.

Pour la mise en œuvre de la clause de réexamen, le titulaire devra préalablement émettre un devis afin que la modification puisse être actée par voie d'avenant signé entre les parties.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pour la mise en œuvre de la clause de réexamen, le titulaire devra préalablement émettre un devis afin que la modification puisse être actée par voie d'avenant signé entre les parties.

Article 25 – Modalités de résiliation précisions à obtenir

Le SGCD92 peut prononcer une résiliation unilatérale notamment en cas de faute du titulaire (résiliation simple ou aux frais et risques) ou pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues au CCAG-PI.

Résiliation pour faute du titulaire :

Conformément à l'article 39 du CCAG-PI, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices subis. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut, à la date de sa notification avec accusé de réception.

Exécution aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG-PI s'appliquent. En cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Résiliation pour un motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, l'acheteur pourra à tout moment mettre fin de manière anticipée au marché pour un motif d'intérêt général par décision de résiliation unilatérale qui devra être notifiée avec accusé de réception au titulaire du marché. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité sauf pour la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution.

Article 26 – Litiges, langue et monnaie

La loi française est seule applicable.

Les litiges éventuels sont portés devant le tribunal administratif de Paris.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures et modes d'emploi doivent être rédigés en français.

L'unité monétaire du contrat est l'euro.

Article 27 - Propriété intellectuelle

Les résultats de l'exécution de la commande, dénommés ci-après « les Résultats » et auxquels il est fait référence dans le présent article, s'entendent de tous les éléments, matériels ou immatériels, quel que soit le support, de calcul, de résultat, de conception, de création et/ou d'invention résultant de l'exécution des prestations, réalisés pour le compte du SGCD92 dans le cadre de l'exécution de la commande, y compris les travaux, projets, calculs, résultats, schémas, graphiques, guides, présentations, informations, logiciels, bases de données, données, signes distinctifs, esquisses, croquis, dessins, modèles, illustrations et documents de toute nature, qu'ils soient ou non l'objet de droits de propriété intellectuelle.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

L'ensemble des droits de propriété intellectuelle, y compris ceux de propriété littéraire et artistique ou droit d'auteur, de brevet, de dessins et modèles, démarque et autres signes distinctifs, sur tous les Résultats y compris ceux couverts par le savoir-faire ou le secret des affaires découlant de l'exécution de la commande ayant un caractère protégeable, sont cédés à titre exclusif au SGCD92 au fur et à mesure de leur conception, création, invention et/ou réalisation et/ou livraison.

Cette cession comprend l'ensemble des droits d'exploitation et notamment les droits de reproduction, de représentation, de diffusion, de communication, de publication, d'exposition, de mise en consultation, d'utilisation, de mise en circulation, de location, de commercialisation, de traduction, d'adaptation, de modification, de mise à jour et d'exploitation dérivée, directe ou indirecte, par le SGCD92 ou par des tiers avec l'autorisation du SGCD92, des œuvres contenues dans les Résultats ainsi que de leurs traductions, adaptations et modifications, prises en intégralité ou par extraits, pour une utilisation séparée ou dans un ensemble, sur tous supports et par tous moyens et médias, connus ou inconnus à ce jour, dans toutes les définitions, en tous formats, en toutes langues, dans tous les circuits et réseaux, en tous pays, auprès de tous publics.

Tous ces droits sont cédés pour une exploitation commerciale ou non, publicitaire ou non, promotionnelle ou non, à titre onéreux ou gratuit, publique ou privée.

Cette cession des droits de propriété intellectuelle est expressément consentie et acceptée respectivement par les parties pour le monde entier et pour les durées légales de protection.

Le prix de cette cession des droits sur les Résultats est inclus dans le prix des prestations objet de la commande. A compter de la date de cession des droits, le titulaire s'engage à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats cédés.

Le titulaire garantit au SGCD92 la jouissance paisible, entière et libre de toute servitude, des droits cédés sur les Résultats contre tous troubles, revendications et/ou évictions quelconques. Par ailleurs, le titulaire autorise le SGCD92 à utiliser elle-même ou à autoriser des tiers à utiliser les Résultats de l'exécution de la commande ne pouvant donner lieu à aucune protection, dans les mêmes conditions que ceux bénéficiant d'une protection.

Article 28 – Régime de connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'acheteur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Les modalités relatives à l'application du régime des connaissances antérieures sont réglées par les articles 33 et 34 du CCAG-PI.

Article 29 – Arrêt de l'exécution des prestations

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement et que chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant, l'acheteur peut décider au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Cette disposition s'applique à chaque tranche ferme et/ou conditionnelle, s'il y a lieu.



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Article 30- Dérogations au CCAG-PI

L'article 2 du présent document déroge aux articles 3.7.2 et 4.2 du CCAG-PI.

L'article 4 du présent document déroge à l'article 13.1 du CCAG-PI.

L'article 5 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 15 du présent document déroge à l'article 9.2 du CCAG-PI.

L'article 18 du présent document déroge aux articles 28.5 et 29.1 du CCAG-PI.

L'article 19 du présent du présent document déroge aux articles 14.1 et 14. 2 du CCAG-PI.

L'article 25 du présent document déroge à l'article 40 du CCAG-PI.

L'article 29 du présent document déroge à l'article 22 du CCAG-PI.

Article 31- Engagement du candidat

Dès le dépôt d'un devis ou d'une offre, le candidat déclare avoir pris connaissance des présentes conditions générales d'achat et s'engage à les respecter sans réserve.

Le candidat s'engage à maintenir son offre pendant une durée de 90 jours suivants la date de remise de son offre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.